

Le Collectif des Sans Papiers, Genepi et le Collectif anti CRA appellent à une manif contre la construction d'un nouveau Centre de Rétention Administrative : samedi 30 janvier à 13 h à Bellecour

extrait de l'appel : « L'ouverture du nouveau centre de rétention est prévue pour 2022. Cette construction à Lyon n'est pas due au hasard : le CRA actuel était le seul de toute l'Auvergne-Rhône-Alpes, région de passage pour beaucoup d'exilé-es. Toute personne arrêtée à la frontière avec la Suisse ou l'Italie peut y être enfermée. Ce projet doublera donc les capacités d'enfermement et d'expulsion pour la région. C'est bien la politique menée par l'État depuis plusieurs années : multiplier les rafles et les arrestations, et augmenter les places en rétention et les expulsions, pour réprimer toujours plus les personnes sans-papiers plutôt que de les régulariser.

Ce projet va coûter plus de vingt millions d'euros à l'État. Le terrain sera loué à Vinci pour 100 000 euros par an. C'est le géant du BTP Eiffage qui s'occupe du chantier, avec plein d'autres entreprises qui font ainsi leur business sur l'enfermement des personnes sans-papiers. »

Pour le NPA, avec les sans-papiers, faisons classe commune !

Mi-décembre, des manifestations ont eu lieu dans plus de 50 villes autour des mots d'ordre de l'Acte 4 du mouvement des sans-papiers : « Liberté, égalité, papiers ! ». Quelque chose a commencé à changer grâce à la mobilisation extraordinaire de ce mouvement depuis le 30 mai dernier et la marche nationale des sans-papiers de septembre et octobre.

Un mouvement qui s'étend

Ce sont désormais 24 collectifs de sans-papiers qui sont à l'initiative, dans la région parisienne mais aussi à Lille, Marseille, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Montpellier... Un collectif de couturiers sans-papiers est né dans le quartier de la Goutte d'or à Paris : ces couturiers ont fabriqué les masques pour Anne Hidalgo, maire de Paris, alors qu'il en manquait partout ! À Rouen comme à Lyon, ce sont des femmes sans-papiers qui s'engagent aussi dans la lutte. La mobilisation a aussi un impact sur le mouvement ouvrier, en particulier sur les forces syndicales. Des structures s'engagent, différentes associations dont la Ligue de l'enseignement, la LDH, Médecins du Monde, le Syndicat des avocats de France ou le Syndicat de la magistrature, appellent à rejoindre les initiatives en prenant position pour la liberté de circulation et d'installation et en exigeant une régularisation massive des sans-papiers.

Rompre l'invisibilisation

Grâce à la détermination et à la réalité de ce mouvement de solidarité, ce qui était caché est en passe de devenir...

un enjeu politique public, alors que tout été fait pour l'invisibiliser. Car poser la question des migrantEs, c'est poser des questions essentielles sur la société dans laquelle nous vivons : les rapports nord/sud, et la production indécente de richesses qui s'accompagne d'inégalités sociales de plus en plus criantes et d'atteintes de plus en plus profondes aux libertés, à commencer par celle de circuler...

Le statut même de sans-papiers impose, pour ceux qui le défendent, de justifier l'inégalité à tous les niveaux, d'où découlent le racisme et l'idée fausse qu'il n'y aurait pas assez de moyens financiers et matériels pour accueillir. Des arguments dont on voit clairement en ce moment comment, en se généralisant, ils se mettent à attaquer des secteurs de plus en plus importants de la population.

Pour l'égalité, contre le racisme d'État, c'est le moment !

Si la question commence à se discuter publiquement, dans les faits rien n'a changé. Sous l'impulsion du gouvernement français, les mesures européennes ne font que se durcir, multipliant les drames sur les routes de la migration. Les conditions de survie des sans-papiers et leur surexploitation ne font qu'empirer. Et les couturierEs qui ont fabriqué des masques pour Anne Hidalgo sont toujours à la merci d'un contrôle policier...

La force que prend le mouvement en faveur de la régularisation des sans-papiers et la liberté de circulation commence à bousculer les choses et embarrasse le pouvoir. C'est le moment ! Faire classe commune avec les sans-papiers, c'est construire des bases solides pour ne plus reculer sur rien.